Nous estimons que l'offre est raisonnable. Tout le monde l'accepte, sauf le Manitoba. J'exhorte le député à faire quelque chose avec ses amis du Manitoba pour que nous puissions sortir de cette fâcheuse situation.

Des voix: Bravo!

M. Blaikie: Monsieur le Président, le ministre n'a pas répondu à la question. Il sait que le gouvernement du Manitoba a fait certaines concessions. Il a offert de continuer à verser des contributions égales à celles qu'il a commencé à verser en 1985.

LE PARTAGE DES DÉFICITS—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Bill Blaikie (Winnipeg—Birds Hill): Monsieur le Président, je voudrais que le ministre parle de la question du partage des déficits qui est manifestement la demande la plus déraisonnable que le ministre ait adressée au gouvernement du Manitoba. Pourquoi insiste-t-il sur ce point et, ce faisant, met-il en péril l'industrie de la betterave sucrière au Manitoba?

L'hon. Charles Mayer (ministre d'État (Commission canadienne du blé)): Monsieur le Président, à l'exception du gouvernement néo-démocrate, personne au Manitoba ne considère que cette offre est déraisonnable. L'Alberta aurait signé cet accord il y a plus d'un an et serait d'accord pour le signer demain. Je le répète, personne à l'exception du NPD ne pense au Manitoba qu'elle est déraisonnable. Il est vraiment très regrettable que le NPD au Manitoba ait choisi cette question uniquement pour faire du tort au gouvernement fédéral.

Je conviens avec le *Free press* de Winnipeg qu'il est regrettable que le NPD au Manitoba se serve de cette question «pour attaquer Ottawa tout en économisant une somme d'argent relativement peu importante» aux dépens d'une industrie très importante pour les producteurs manitobains. C'est une situation très grave et nous essayons de faire ce que nous pouvons pour sortir de cette impasse, comme je l'ai dit hier.

M. Murphy: Vous avez fait une promesse et vous ne la tenez pas. Votre parole ne vaut pas un clou au Manitoba. Pas un clou.

Des voix: Oh, oh!

M. Hnatyshyn: Faites quelque chose, Ed. Calmez-le!

M. Garneau: Aucune discipline.

Une voix: Un peu de respect.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE DÉCÈS D'UN JOURNALISTE CANADIEN EN LIBYE

M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa—Vanier): Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux

Questions orales

Affaires extérieures et elle porte sur la mort tragique du journaliste de la chaîne Southam, Christoph Lehmann-Halens survenue en Libye hier dans des circonstances très étranges. JANA, l'agence de presse officielle de la Libye, a eu le culot de déclarer que M. Lehmann-Halens s'est suicidé après avoir vu les dommages causés par l'agression américaine.

Nous savons que le gouvernement a envoyé un représentant à Tripoli hier. Le ministre peut-il dire à la Chambre ce qui s'est vraiment passé? Peut-il nous dire quelle est la vraie cause de la mort de M. Lehmann-Halens selon son ministère?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, je suis sûr que tous les députés regrettent comme moi et comme le député d'Ottawa—Vanier que M. Lehmann-Halens ait perdu la vie à Tripoli. Le député a raison de dire que j'ai envoyé un fonctionnaire du consulat de Rome à Tripoli où il se trouve actuellement pour faire enquête et pour rencontrer les autorités de ce pays et les autorités diplomatiques d'autres pays. Ce fonctionnaire ne m'a pas encore fait rapport, mais, connaissant l'intérêt que le député porte à cette question, je le mettrai au courant aussitôt que possible.

ON DEMANDE QU'UNE TIERCE PARTIE INDÉPENDANTE PRATIQUE UNE SECONDE AUTOPSIE

M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa—Vanier): Monsieur le Président, nous nous joignons au ministre pour offrir nos condoléances à la famille. Informera-t-il celle-ci qu'elle peut faciliter l'enquête en demandant qu'une seconde autopsie soit pratiquée par une tierce partie indépendante de la Libye afin d'établir la vraie cause du décès?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Certainement, monsieur le Président. Je ferai connaître les résultats de l'autopsie au député.

* * *

L'AGRICULTURE

LA DATE DE L'ANNONCE DU PRIX INITIAL DES GRAINS

M. Stan J. Hovdebo (Prince-Albert): Monsieur le Président, ma question s'adresse aussi au ministre responsable de la Commission canadienne du blé. Il n'ignore certes pas la confusion qui règne parmi les céréaliers de l'Ouest parce qu'on n'a pas encore annoncé quel sera le prix initial des grains. Il semble que le ministre ait fait une recommandation au Cabinet. Compte-t-il, lui ou le gouvernement, annoncer aujourd'hui ou cette semaine le prix initial?

L'hon. Charles Mayer (ministre d'État (Commission canadienne du blé)): Monsieur le Président, je remercie le député de sa question. Le mécanisme de prise de décision est déjà bien en marche, et nous serons sans doute en mesure d'annoncer le prix initial dès la semaine prochaine.